Covid-19 : mettent-ils en place la stratégie du choc ?

Confinement jour 15.
Le nombre de morts n'a pas encore atteint son maximum journalier.
Il le sera sans doute dans une quinzaine de jours. Puis il y aura la période plateau, puis l'inversion de la courbe, puis le déconfinement progressif. Cela nous fera quelques quinzaines après les quatorzaines.
Fin mai, début juin ?

Les images de transports de malades en hélicoptères vers l'Allemagne, les chiffres égrenés d'une scansion hypnotique à longueur d'antenne sur le nombre de personnes atteintes, de personnes décédées, les travellings interminables dans les rues de centres-villes déserts…
Le Coronavirus, ennemi invisible, nous cerne, embrasse nos pensées avant de brûler nos poumons.

Dans *La Stratégie du choc*, Naomi Klein analysait comment les différents régimes de la planète se servent des crises pour déconstruire parfois très brutalement les valeurs démocratiques.

L'ouvrage porte en épigraphe un passage de *Shock and Awe. Achieving Rapid Dominance*, doctrine militaire établie pour la guerre des États-Unis en Irak : « *Semer le choc et l'effroi engendre des peurs, des dangers et des destructions pour certains éléments ou secteurs de la société à l'origine de la menace, ses dirigeants ou les citoyens en général. La nature, sous forme de tornades, d'ouragans, de tremblements de terre, d'inondations, d'incendies incontrôlés, de famines et de maladies, peut provoquer le choc et l'effroi.* »

Le choc et l'effroi, les crises et les désastres, utiliser les catastrophes pour imposer un univers qui viole ostensiblement la liberté, terrorise les populations afin de les préparer à des "réformes" radicales aggravant le contrôle des êtres.

Le terrorisme islamique a fortement durci les passages dans les aéroports des quatre continents. La délinquance née de l'immigration a renforcé l'installation de caméras qui scrutent nos faits et gestes dans l'espace public.
Chaque fois, un désastre déclencheur – attentat terroriste, invasion, coup d'État, effondrement des marchés, guerre, tsunami, cyclone, épidémie – plonge les peuples dans un état de choc collectif.
Pour les dirigeants, celui-ci les "assouplit". Les citoyens abandonnent alors des droits que, dans d'autres circonstances, ils auraient défendus. Seule une crise peut produire des

changements majeurs.

Les rares personnes – hormis celles des territoires perdus de la République qui, elles, ne subissent aucune critique – qui bravent le confinement – marchent à plus d'un kilomètre de chez soi dans un paysage désert, achat d'une baguette… – sont soumises à la présentation d'un a*usweis* que les forces de l'ordre discutent souvent avant de coller une amende.

La très mauvaise gestion de la crise sanitaire est-elle une phase mondiale de la stratégie du choc ?
A-t-on installé un climat de peur pour faire passer des mesures et des lois liberticides à des peuples en état entretenu de sidération ?
La caste utilise-t-elle ces temps nouveaux pour installer une plus vaste domination ?

Le capitalisme libéral a toujours profité des crises pour imposer des changements.
Et c'est bien parti avec le Covid-19.

Pour quelle autre raison Macron glisserait-il le mot "Europe" à tout bout de phrases dans son discours – plutôt son salmigondis – permanent ?
Pourquoi avoir réveillé la momie Delors – que je croyais disparue depuis longtemps ?
Pourquoi ce mauvais usage volontaire de la chloroquine ?
Pourquoi cette pénurie savante des masques, des tests de dépistage, du gel hydroalcoolique ?

Rassemblement interdit (parfois un rassemblement se résume à deux personnes), a*usweis*, utilisation de drones pour traquer la population, état d'urgence auquel on a pris soin d'accoler l'adjectif "sanitaire" pour suspendre la démocratie en vol.
Demain, comme dans la Chine menteuse (sur son nombre de victimes du Coronavirus) d'aujourd'hui, la reconnaissance faciale pour traquer les citoyens sortis des limites va-t-elle se généraliser?

Les gouvernements savent pertinemment qu'en période de crise, les citoyens sont prêts à céder des pans entiers de leurs libertés politiques à quiconque prétend tout faire pour les sauver.

Presque partout en Europe, ils serrent la vis.
En Belgique, l'équipe de la Première ministre libérale, Sophie Wilmès, s'est arrogé des "pouvoirs spéciaux" qui lui permettent de gouverner sans passer par le Parlement.
En Espagne, peu songent à contester la présence des militaires avec pouvoirs de police dans les rues.
En Italie, les opérateurs téléphoniques traquent les déplacements de leurs abonnés pour les dénoncer.
Au Royaume-Uni, tous les médias – sauf le *Daily Telegraph* qui a titré *End of Freedom* – ont soutenu la décision de Boris Johnson de confiner la population britannique.
En Finlande, au nom du "droit à la vie", des régions sont confinées sans que cela ne fasse broncher grand monde.
En Allemagne, les députés insistent sur le fait que les mesures doivent être temporaires.
Au Danemark, la Direction de la sécurité des patients a encouragé les Danois à dénoncer le comportement suspect d'une personne qui pourrait être contaminée. Elle a renoncé face aux critiques.

Comme le souligne l'historien israélien Yuval Noah Harari : « *Des décisions qui, en temps normal, prendraient des années de tergiversations, sont actées en quelques heures. Des technologies immatures, et même dangereuses, sont utilisées, car les risques de ne rien faire sont plus grands.* »
Mais est-ce un risque calculé ?
Ou est-ce une utilisation de la pandémie pour progresser dans le contrôle des peuples ?

L'enjeu est là : quel nouveau monde sortira de cette pandémie mondiale ?
Un monde de pays plus autonomes, plus souverains ou un monde encore plus globalisé sous une gouvernance planétaire rêvée

par les Attali de toutes les élites en passant par l’étape d’un gouvernement européen de technocrates autoritaires ?

Après ces semaines d’emprisonnement, devrons-nous dire avec Hemingway : « *Le traitement fut admirable, mais nous avons perdu le patient* » autrement dit, la démocratie ?

Marcus Graven